

AZERBAÏDJAN

Déclaration écrite de Mme Sevinj Hasanova
Gouverneure suppléante par intérim
représentant l’Azerbaïdjan
auprès de la BERD

La BERD aura connu en 2017 une année remarquable. En effet, les principes qu’elle a appliqués à ses procédures, opérations et stratégies lui ont permis d’atteindre un record en termes d’impact attendu sur la transition, et de renforcer les financements au titre du Programme de transition vers une économie verte, en réalisant 43 % du total de ses investissements dans ce cadre, ce qui a conduit à une réduction annuelle d’émissions de CO₂ de 6,3 millions de tonnes.

La BERD a investi le montant record de 9,7 milliards d’euros dans 412 projets, soit le maximum qu’elle ait signé en une seule année, et elle a franchi la barre des 5 000 projets lancés depuis sa création.

Nous sommes très satisfaits du bénéfice net résultant des activités poursuivies (772 millions d’euros), ainsi que des réserves cumulées à la fin de 2017 (10 milliards d’euros) qui figurent dans le Rapport financier annuel et qui sont des indicateurs témoignant d’une mise en œuvre efficace de la stratégie de la Banque.

Nous félicitons le Personnel de la Banque pour le prix *Multilateral Deal of the year* décerné par Thomson Reuters Project Finance International.

Par ailleurs, le gouvernement azerbaïdjanais se réjouit de l’alignement des politiques et stratégies de la BERD avec l’initiative la plus globale du monde, à savoir le Programme des Nations Unies pour le développement durable à l’horizon 2030. Nous considérons que la BERD, qui a accumulé une expérience et des connaissances considérables dans plusieurs domaines du développement, est un puissant catalyseur d’investissements

directs étrangers et vecteur de prises de participation et d'apports de capitaux privés vers les marchés émergents. L'Azerbaïdjan a activement rejoint cette initiative ambitieuse, en instituant un Haut conseil de coordination nationale pour le développement durable et en créant des groupes de travail pour chaque secteur. Un premier Examen national volontaire a été présenté à New-York en juillet 2017 et une Mission d'intégration, accélération et appui aux politiques en faveur de la mise en œuvre du Programme 2030 (MAPS) des Nations Unies a été entreprise. L'Azerbaïdjan et les Nations Unies organisent un Forum international de haut niveau en octobre prochain qui réunira de hauts représentants de pays d'Europe et d'Asie en charge de la mise en œuvre du Programme 2030 au niveau national, ainsi que des représentants des Nations Unies et des experts locaux et internationaux pour étudier et partager les problèmes et les meilleures expériences associés à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) partout dans le monde. J'invite la BERD et ses pays membres à participer à ce Forum et à partager leur précieuse expérience du développement.

Outre cette initiative, je profite de cette occasion pour vous informer que le 22 mai 2017, l'Azerbaïdjan a officiellement proposé que la ville de Bakou accueille l'Exposition universelle de 2025. Le soutien des pays membres lors du choix de la ville hôte pour l'Expo 2025 contribuerait à la fois au développement de l'Azerbaïdjan et à celui de la région.

Les nouvelles priorités présentées dans le Plan de mise en œuvre de la stratégie 2018-20 sont tout à fait conformes aux priorités stratégiques du gouvernement de l'Azerbaïdjan pour parvenir à mettre en place une économie de marché de la qualité souhaitée.

Il faut souligner que les investissements de la BERD en faveur des pays d'opérations de la région d'Europe centrale et du Caucase ont progressé de 13 % par rapport à 2016, cette augmentation ayant été nettement plus marquée pour l'Azerbaïdjan, où la Banque a investi 456 millions d'euros répartis entre 9 projets, soit 7 fois plus que l'année précédente.

Aujourd'hui, les opérations de la BERD en Azerbaïdjan privilégient une diversification régie par le marché pour stimuler l'essor du secteur non pétrolier, le développement d'un secteur financier viable et l'amélioration de la gouvernance et du climat des affaires.

Nous attendons de la BERD qu'elle continue d'améliorer et de consolider ses résultats dans notre pays pendant le restant de la période couverte par le Cadre stratégique et capitalistique 2016-20 et au-delà.

Nous sommes très favorables à l'engagement de la BERD en faveur du développement des financements en monnaie locale en soutien aux PME, et du renforcement des marchés financiers. L'année dernière, la BERD a octroyé son premier prêt à une entreprise au titre de son Programme de financement en monnaie locale en faveur des PME. Nous attendons de la Banque qu'elle intensifie ses activités dans ce cadre et augmente les financements en monnaie locale.

Une politique économique ciblée a permis à l'Azerbaïdjan d'améliorer son infrastructure économique, de développer ses relations avec les marchés, de réduire la pauvreté et d'améliorer la sécurité économique et l'administration publique.

Un train de réformes a été lancé pour optimiser le climat des affaires et lutter contre la corruption et la bureaucratie, notamment la suspension des inspections, l'amélioration des services publics, la simplification des procédures d'octroi d'autorisations et des formalités douanières, la modernisation du système fiscal, l'introduction de mécanismes de promotion des investissements et des exportations, tels que les certificats d'investissements, le label « Produit en Azerbaïdjan », les expositions et les missions d'exportation, ainsi que la création d'antennes commerciales et de représentations étrangères. Ces mesures ont entraîné l'an dernier une hausse des exportations non pétrolières de 24,4 %.

La création d'un Conseil de coordination du transport a permis d'améliorer considérablement les services logistiques et les performances des corridors de transport. En peu de temps, le nombre de procédures nécessaires a diminué, le coût de certains

types de services de transport a chuté de près de 40 % et, par conséquent, le volume de fret a grimpé de 81 % en 2017.

Cinq parcs industriels ont déjà été construits dans les domaines de la chimie, de la pharmacie, du textile et du recyclage des déchets, et 27 sociétés s'y sont déjà installées, stimulant l'expansion du secteur marchand hors matières premières. Elles ont investi au total plus de 2,5 milliards de dollars des États-Unis dans ces parcs industriels et créé plus de 11 000 emplois. Au cours de la prochaine période, des investissements supplémentaires à hauteur de 1,1 milliard de dollars sont prévus, ainsi que la création de 7 500 nouveaux emplois. En plus de ces parcs, quatre zones industrielles ont été aménagées dans quatre villes prioritaires du pays. Elles comportent des exploitations et des usines dans divers secteurs de production – automobiles, matériel et installations agricoles, conduites de polyéthylène, bâtiments scolaires modulaires, aliments piscicoles – et d'autres sites de transformation. Nous prévoyons de mettre en place de telles zones dans toutes les régions du pays. Nous encourageons donc la Banque à opérer dans le secteur privé pour soutenir les parcs et zones précédemment évoqués.

Des feuilles de route stratégiques ont été mises en œuvre pour enclencher la reprise et instaurer une croissance durable. Nous avons demandé à plusieurs institutions financières internationales (IFI), dont la BERD, de nous aider à réaliser les tâches prévues dans ces feuilles de route. Nous commençons à identifier avec une équipe de la BERD les secteurs potentiels de coopération.

Parallèlement, l'Agence de développement des petites et moyennes entreprises, qui dépend du ministère de l'Économie de la République d'Azerbaïdjan, a été créée en 2017 pour soutenir les PME et coordonner les activités entrepreneuriales et les agences gouvernementales.

Nous avons pris un certain nombre de mesures dans le secteur du tourisme : les infrastructures du pays ont été modernisées, des prêts à des conditions privilégiées ont été accordés à des PME du secteur, des activités liées au tourisme ont été retirées de la liste

de celles ne pouvant s'exercer sans l'obtention d'un permis, de nouveaux hôtels et sites d'hébergement ont été construits, et les anciens bâtiments restaurés, un portail touristique, à l'adresse Internet www.azerbaijan.travel a été activé, couvrant une vaste base de données du potentiel touristique du pays, et le Bureau de promotion du tourisme national a été créé.

L'ouverture de ce portail touristique a facilité la délivrance de visas électroniques, l'obtention d'un visa prenant désormais moins de trois heures. J'en profite pour rappeler que les citoyens d'un certain nombre de pays peuvent obtenir leurs visas dans les aéroports et que quelques pays, comme ceux de la Communauté des États indépendants (CEI) et la Géorgie, continuent de bénéficier d'un régime de libre circulation. En outre, afin de favoriser le tourisme, un nouveau projet de loi a été élaboré.

La mise en œuvre de ces mesures a porté ses fruits : la valeur ajoutée dans le tourisme a été multipliée par cinq en dix ans ; le pays compte maintenant 563 hôtels ou sites d'hébergement ; le nombre de touristes étrangers dans le pays a plus que triplé ces dix dernières années ; et il a crû de plus de 20 % pour la seule année 2017. D'après le Rapport sur la compétitivité du secteur du voyage et du tourisme de 2017 du Forum économique mondial, l'Azerbaïdjan se classe en deuxième position parmi quinze pays réformateurs.

Nous encourageons donc la BERD à intervenir activement, à intensifier ses opérations en faveur du tourisme et du développement des PME au moyen des divers instruments dont elle dispose.

Les mesures entreprises et les résultats obtenus ont été grandement appréciés des prestigieuses organisations internationales. D'après le Rapport mondial sur la compétitivité 2017-2018 du Forum économique mondial, l'Azerbaïdjan se classait au 35^e rang et conserve par conséquent sa position en tête des pays de la CEI pour la neuvième année consécutive. Le rapport *Doing Business 2018* de la Banque mondiale, qui classe

l'Azerbaïdjan au 57^e rang sur 190 pays, considère le pays comme l'un des trois les plus réformateurs en Europe et en Asie centrale.

En 2017, l'Azerbaïdjan a poursuivi la mise en œuvre d'importants projets régionaux. À l'instar d'autres IFI, la BERD a fortement investi dans le corridor gazier sud pour appuyer la mise en place du gazoduc transanatolien (TANAP), qui jouera un rôle essentiel dans la diversification des sources d'énergie de l'Union européenne et l'amélioration de la sécurité et de la diversité de l'offre énergétique en Europe et en Turquie. La construction du TANAP devrait être achevée en juin 2018.

Nous avons eu la joie l'année dernière de fêter le lancement de deux des plus grands projets de la région : la voie ferrée Bakou-Tbilissi-Kars et le Corridor de transport international Nord-Sud. Ces deux projets vont relier l'Asie à l'Europe et contribuer à la redynamisation et à la prospérité économiques de ces régions. Ce sont des exemples réussis de la contribution de l'Azerbaïdjan à la coopération internationale.

Nous regrettons cependant de devoir signaler que l'occupation des territoires azerbaïdjanais par les forces armées arméniennes constitue l'un des obstacles majeurs à la coopération mutuelle et au développement économique des pays de la région. Aujourd'hui, 20 % de nos territoires sont occupés par l'Arménie, et plus d'un million d'Azerbaïdjanais vivent sous le statut de réfugié et de déplacé interne, ce qui est très dommageable pour la République d'Azerbaïdjan. Cette occupation et la non-application des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies constituent une menace sérieuse pour la prospérité économique et la sécurité de la région.

Pour finir, je tiens à remercier la BERD pour ses contributions à notre économie et ses efforts pour soutenir le gouvernement de l'Azerbaïdjan dans la mise en œuvre de ses réformes afin d'assurer une croissance économique inclusive et durable pour les années à venir, et je souhaite à la Banque et à son personnel une nouvelle année couronnée de succès.